

# Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

2 YTL - 1,30 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 2 - mai 2005

**Demandez à  
Chronopost International,  
ça ira plus vite.**

Service Clients : +90 212 444 99 99  
info@gyk.com.tr  
www.geopostyurtici.com.tr

**CHRONOPOST  
INTERNATIONAL**

LONDRES • PARIS • ISTANBUL • NEWYORK

## Un comédien accompli



Il est partout, des feuilletons télévisés au grand écran en passant par les scènes de théâtre et les publicités.

Page 7

## Le "choix" de l'UGS



Choisir d'effectuer ses études supérieures à l'Université de Galatasaray peut résulter de données fortes diverses.

Page 2

## L'empreinte de la France



Comment les tactiques footballistiques françaises ont-elles pu contribuer dans le temps à faire évoluer le...

Page 8

# Le nouveau cercle autour de la Russie



**La consolidation de la présence américaine dans les républiques limitrophes de la Russie contribue activement à un affaiblissement de l'influence de la Russie.**

APRÈS L'UKRAINE et la Géorgie, un nouveau bastion est tombé à la périphérie de la Russie et de la Chine. Il s'agit du Kirghizistan. Dans ce jeu stratégique qu'est le reflux russe depuis l'effondrement de l'URSS, nous constatons le rôle majeur des États-Unis.

Dans la période de l'après guerre froide, les États autrefois membres du pacte de Varsovie, comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et, de façon moins prévisible, les trois pays baltes, sont devenus membres de l'OTAN et de l'Union européenne. Par ailleurs,

l'OTAN, pacte militaire, s'est transformé en un instrument diplomatique. Ces évolutions entraînent obligatoirement un recul de l'influence de la Russie, dans la mesure où l'expansion soviétique n'avait pu s'accomplir que par l'occupation armée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Après la révolution des Roses en Géorgie et la révolution Orange en Ukraine, nous avons assisté à la révolution des Tulipes au Kirghizistan. Bien que celle-ci ne marginalise pas automatiquement l'influence russe, on constate néanmoins un début d'encerclement de la Russie après une nouvelle politique internationale de Poutine. Il est aisé de constater que la technique utilisée est à chaque fois celle de manifestations pacifiques et massives afin de déstabiliser le pouvoir en place. Il s'agit là d'une méthode ancienne,

déjà utilisée par les Anglais. Quant à son adaptation aux régimes de la périphérie russe, le caractère autocratique, le peu de croissance économique de ces pays et enfin la corruption facilitent grandement ces opérations.

C'est sous la présidence de Bill Clinton qu'apparurent les premiers signes de l'intérêt des États-Unis pour les Républiques de l'ancienne l'Union soviétique. Les Américains visaient le pétrole de la Caspienne et son transport vers la Méditerranée. Ce projet de transport de matières premières énergétiques constituait à l'époque le "contrat du siècle" auquel participaient également de nombreux pays occidentaux.

La construction de cet oléoduc d'une longueur de 1730 kilomètres, au rôle éminemment politique, allant de Bakou

(lire la suite page 4)

**Les Américains visent le pétrole de la Caspienne et son transport vers la Méditerranée**

## D'Istanbul à Montréal l'aventure francophone



Hüseyin Latif \*

VOUS AVEZ en main le deuxième numéro de Aujourd'hui la Turquie. Très vite nos téléphones se mirent à sonner sans cesse avec les appels de personnes de tous les horizons.

Certains nous demandaient qui nous ciblaient. D'autres où nous trouver, comment s'abonner...

Comme nous l'avons précisé auparavant, notre journal s'adresse à tous les francophones. Vous pouvez le trouver partout où le français est parlé de façon importante, les universités, les lycées français, certains cafés et kiosques, et plusieurs sociétés.

Si, malgré tout, vous ne pouvez vous le procurer, appelez-nous !

Vous pouvez dorénavant suivre sur internet l'évolution du journal.

(<http://www.aujourdhuilaturquie.com>)

Nous nous sommes lancés dans cette aventure en tant que seul journal turc en langue française. Nous ne nous limiterons pas à Paris, Bruxelles, Genève ou Montréal ; au contraire, le chemin sur lequel nous avançons rapidement nous amène à faire parvenir aux francophones du monde entier différents reportages sur l'état des relations actuelles entre la France et la Turquie, avec, pour clé de voûte, l'amitié culturelle, économique, historique et politique existant entre ces deux nations.

Dans ce numéro, vous trouverez : les forces et les faiblesses économiques de la Turquie dans l'interview que nous a accordée Aldo Kaslowski, Président du Conseil Général de TÜSIAD International, les raisons du succès de l'Université de Galatasaray avec le Professeur Pierre le Mire, Recteur-adjoint de cette Université de et les confidences du célèbre acteur Haluk Bilginer sur le théâtre, ses rêves et le métier de comédien.

En juin, vous aurez l'occasion de lire les reportages effectués avec les frères Nedim et Seyfettin Gürsel et le maire d'Istanbul Kadir Topbas. A bientôt...

\* Hüseyin Latif

Enseignant à l'université de Marmara  
Docteur de l'université Sorbonne Nouvelle - Paris III

## 86 ans de tradition



**L'héritier de la cuisine turque-ottomane, d'où vous ne sortirez jamais mécontent.** Le restaurant Yanyali Fehmi vous propose plus de cent plats différents, desserts et soupes compris, à base d'huile d'olive.

Söğütliçesme Cad. Yaglikçi Ismail Sok. No. 1  
Kadıköy / Istanbul - 0216 336 33 33

## Une nouvelle vision d'Europe



Mireille Sadège \*

LES TURCS ont été choqués de la position adoptée par la France face à l'entrée possible de leur pays dans l'Union européenne. C'est ainsi que l'ancien ministre turc Bülent Akarcali écrit : "Pour moi, la France est et restera un État de droit respectant les politiques et engagements de ses dirigeants. Mais je dois admettre que je suis choqué, blessé en tant que francophone de Turquie de lire certains écrits et articles et d'entendre certaines déclarations de politiciens et de représentants de la presse française. Aucune recherche. Aucun rationalisme. La position en défaveur de l'adhésion de la Turquie qui en ressort n'est basée que sur des préjugés..."

Mais en fait où en sont les Français avec l'Europe ? En ce moment, un état d'esprit négatif se répand en Europe. Les exagérations et déformations qui fleurissent dans le débat français ne sont pas constructives. Rien de plus naturel que la France débattre sur la question de la Constitution européenne. Seulement ce débat doit être loyal, les partisans du "non" ne doivent pas jouer sur la peur ni plébisciter des solutions qui n'existent pas.

Le paradoxe de la France est (lire la suite page 4)



## Le "choix" de l'UGS



Pierre le Mire\*

**CHOISIR D'EFFEC-**  
**TUER** ses études supérieures à l'Université de Galatasaray peut résulter de données fortes diverses.

Ce choix est parfois fait en fonction des goûts, des affinités ou d'autres éléments subjectifs propres à chacun, comme le désir de séjourner en Turquie, à Istanbul, et même en bordure du Bosphore plutôt qu'ailleurs, ou de baigner dans une ambiance "internationale" et de rencontre des cultures... Cela relève d'une démarche personnelle qu'il est difficile d'apprécier.

D'autres fois, cette décision est dictée par la réalité, comme, par exemple, le fait que, pour l'instant, on n'y enseigne qu'une dizaine de spécialités : le Droit, l'Économie, la Gestion, les Sciences politiques, les Relations internationales, la Sociologie, la Philosophie, et la Communication, ainsi que le Génie informatique et le Génie industriel.

De même, le nombre de points et le classement obtenus au concours "national" ou (pour les élèves issus des établissements francophones) au concours "interne", déterminent largement la possibilité d'y accéder. Cependant, en se situant

**L'UGS : l'unité dans la diversité et l'efficacité au service de la modernisation de la société**

dans l'hypothèse où un futur étudiant a le choix entre Galatasaray et d'autres universités d'Istanbul pour la même matière, il convient de prendre la mesure du caractère propre à cette Université "publique, turque et francophone".

Le fait qu'il s'agisse d'une université "publique" n'est pas négligeable dans la mesure où celle-ci, malgré sa renommée et la qualité de ses cursus, demeure très abordable en termes financiers. En effet, les droits d'inscription annuels se situent aux environs de 500 Euros, alors que les sommes demandées dans les universités privées varient généralement entre 5 000 et 12 000 Euros. Les aides de la Fondation Galatasaray pour l'Éducation permettent également d'assurer un soutien substantiel aux étudiants dont la situation matérielle est difficile.

Le fait qu'il s'agisse d'une université "francophone" est évidemment un atout dès lors que l'anglais est généralement déjà connu de nos étudiants. Il est d'ailleurs enseigné à Galatasaray, à titre obligatoire et de manière intensive, tout au long du cursus.

De fait, nos diplômés bénéficient d'un atout incontestable : un "trilinguisme" alliant la maîtrise d'une des langues les plus utilisées dans le monde, aussi bien dans les milieux d'affaires que dans les milieux juridiques, culturels ou diplomatiques.

Se développent alors de nombreuses opportunités. Il en est ainsi, par exemple, des stages en entreprises (notamment françaises ou étrangères). Ceux-ci, généralement rémunérés, peuvent être effectués au cours de la quatrième année de licence. Il n'est pas rare qu'ils débouchent plus tard sur une offre d'emploi. De

même, existent de nombreuses possibilités de bourses. Il peut s'agir de séjours de perfectionnement en français, au cours des premières années ou d'échanges Erasmus, en troisième ou quatrième année.

Par ailleurs, l'équivalence de nos licences étant acquise "de droit", dans une quarantaine d'universités partenaires (notamment celles du Consortium), nombreux sont nos étudiants qui accèdent directement aux études de troisième cycle (DEA, DESS, Masters II), dont environ cinquante avec une bourse d'études (ce qui est un chiffre très important sur une promotion de l'ordre de 250 diplômés), dans les établissements francophones, allant de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) ou de l'Institut d'études politiques de Paris, à l'Institut Polytechnique de Grenoble ou l'École de journalisme de Bordeaux, en passant par l'Université de Neuchâtel ou l'Université libre de Bruxelles... Bon nombre d'entre eux y poursuivent d'ailleurs leurs études doctorales, avec le soutien de bourses du gouvernement français ou du YÖK, de l'Union européenne (Fondation Jean Monnet), de l'Agence universitaire de la Francophonie, ou des Écoles doctorales de ces universités.

Enfin, cette dynamique d'ensemble se traduit par le fait que plus des trois quarts de nos étudiants poursuivent des études de troisième cycle, notamment à Galatasaray et que nos 25 "Yüksek lisans" et nos doctorats (avec plus de 600 inscrits) attirent un nombre sans cesse croissant de diplômés d'autres universités.

La récente étude menée sur le devenir de nos diplômés montre une excellente insertion dans la société turque et dans les organismes et entreprises internationaux. Pour prendre l'exemple de nos diplômés en Gestion, on constate ainsi que, hormis les 20 % qui sont employés dans des banques ou des institutions financières ; 22 % travaillent dans des entreprises étrangères et 11 % dans des entreprises turques ; 19 % poursuivent des études de troisième cycle dans des universités françaises, 13 % dans des universités turques et 6 % dans d'autres universités étrangères (États-Unis, Royaume-Uni, Italie) ; près de 4 % collaborent à une entreprise de presse écrite ou audiovisuelle ; et près de 2 % ont intégré l'administration publique.

Cette "mixité", alliant l'université au monde des affaires, en passant par la presse et l'administration, démontre à la fois une ouverture sur le monde et une insertion dans la société turque qui apparaissent comme correspondant de très près aux objectifs que s'est toujours fixé l'Université : l'unité dans la diversité et l'efficacité au service de la modernisation de la société.

\* Pierre le Mire est Professeur à l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) Recteur-adjoint de l'Université de Galatasaray

## CENTRALES ÉLECTRO-NUCLÉAIRES EN TURQUIE



Yusuf Dülger\*

**LE GOUVERNEMENT** turc a déclaré vers la fin de l'année 2004, par l'intermédiaire du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, qu'il posait un regard positif sur la construction de centrales électronucléaires en Turquie, afin de remédier rapidement à un important besoin en énergie.

L'énergie électronucléaire a figuré plusieurs fois dans les objectifs principaux du gouvernement turc depuis les années 60, mais aucune décision concrète et pratique n'a été prise jusqu'à ce jour. Le fait que la Turquie doive faire face aujourd'hui, de par son développement économique rapide, à une grande consommation d'énergie, n'est plus à mettre en doute. Actuellement, la Turquie consomme 142 milliards de kW/h, mesure dont la valeur devrait atteindre, selon les calculs effectués, environ le double, c'est-à-dire de 210 à 240 milliards de kW/h en 2010. La Turquie doit donc trouver de nouvelles sources d'énergie pour se procurer ce surplus indispensable !

Une des solutions envisagées serait l'énergie électronucléaire. Bien qu'ils aient de nombreux contestataires, les partisans de cette idée continuent à élaborer des plans. Alors que certains proposent tout d'abord d'entamer cette nouvelle phase de la production d'énergie turque par de petits projets, d'autres sont beaucoup plus catégoriques et demandent la construction immédiate de centrales en collaboration avec la France ou l'Allemagne.

Le gouvernement actuel a placé ce sujet dans ses objectifs prioritaires, et semble prêt à entamer les démarches nécessaires à sa réalisation dès le début de l'année 2006.

Le ministre de l'Énergie, Hilmi Güler a effectué la fusion de l'Institut turc de l'Industrie nucléaire (TAEK) avec le ministère de l'Énergie. Le principal obstacle à la réalisation de cette stratégie est bien évidemment l'investissement extrêmement coûteux qu'elle demande.

La porte-parole du ministère de l'Énergie, Gül Göktepe, directrice du Centre d'informations nucléaires au TAEK, admet que le financement de ces projets représente un investissement important, mais ajoute qu'elle garde l'espoir d'une conclusion positive du problème, le gouvernement actuel lui semblant favorable. Madame Göktepe a déclaré que la Turquie importe actuellement 68 % de l'énergie qu'elle consomme et que cette valeur s'élèverait jusqu'à 80 % vers 2010, soulignant par là le danger de rester dépendant des sources

d'énergie fossiles importées. L'exploitation de nouvelles sources d'énergie doit donc être mise en vigueur en Turquie, les centrales électronucléaires étant l'option la plus prépondérante en ce moment.

La volonté du gouvernement de construire trois centrales électronucléaires d'ici à 2011 s'est vue critiquée de toutes parts. Face à ces réactions, Mme Göktepe a fait une déclaration au début du mois de janvier 2005, expliquant dans celle-ci que les centrales nucléaires ne présentaient pas les dangers dont on les accusait, déclaration effectuée suivant les directives du gouvernement qui souhaite convaincre l'opinion publique à ce sujet.

Ingénieur en réacteurs nucléaires et experte en risques et sécurité, Mme Göktepe a apporté les explications suivantes :

- Risque d'accidents: il est presque nul. Rien au monde ne se réalise sans risques.

L'accident de Tchernobyl était un cas extraordinaire. Les centrales conçues selon la technologie occidentale font diminuer la probabilité d'accidents jusqu'à un

niveau quasi nul grâce aux systèmes de sécurité qui y sont installés en chaîne et qui se mettent en marche de façon automatique.

- Environnement: le doyen des protecteurs de l'environnement, James Lovelock a dit que "le monde ne pourra atteindre un confort complet qu'avec l'énergie nucléaire". Les risques d'incidents proviennent d'une insuffisance en personnel ou d'erreurs humaines.

- Le monde ne recule pas: il existe 441 centrales nucléaires, dans 31 pays.

L'Angleterre, l'Allemagne et la Suède avaient planifiés la construction de centrales sur un programme de 20 ans, mais leur croissance démographique n'ayant pas atteint le niveau prévu, ces pays n'ont pas eu à augmenter leur nombre de centrales. En Turquie, la situation est différente et le besoin en centrales nucléaires

se fait de plus en plus pressant. Actuellement, dans le monde, 30 centrales nucléaires sont en cours de construction et 104 autres réacteurs sont planifiés. On ne peut pas dire que le monde recule devant l'utilisation de l'énergie nucléaire.

- Déchets non nuisibles à l'environnement: les systèmes les plus avancés pour éliminer les déchets sont ceux de la technologie nucléaire. Une partie des déchets sont transformés pour être réutilisés, les autres sont stockés, après avoir vu leur volume minimisé et avoir été blindés, dans des dépôts de haute sécurité.

\* Yusuf Dülger est membre du comité de rédaction



# LES FORCES ET LES FAIBLESSES DE L'ÉCONOMIE TURQUE

**Rencontre avec Aldo Kaslowski, président de TÜSIAD international, l'association des entrepreneurs et industriels turcs, pour évoquer les forces et les faiblesses de l'économie du pays dans la perspective de son adhésion à l'Union européenne.**

**ALT :** Cinq mois après le conseil européen de Bruxelles du 17 décembre, qui a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec Ankara, que pensez-vous des performances économiques de la Turquie ?

Le 17 décembre, nous avons obtenu ce que nous voulions, c'est-à-dire nous ancrer à l'Union européenne. Mais il nous faut désormais du temps pour appliquer toutes les réformes que le gouvernement a fait passer en si peu de temps. Il va falloir changer les habitudes et la culture des gens, ce qui demande du temps. Il faut surtout travailler très dur maintenant pour ne pas retarder le processus européen et ne pas repousser l'ouverture des négociations, prévue le 3 octobre. La bureaucratie européenne est très différente de la nôtre, plus épineuse, nous devons donc faire partie de toutes les plates-formes possibles pour réussir à comprendre son fonctionnement. La décision prise le 17 décembre à Bruxelles représente la lettre de garantie dont nous avons besoin, notamment pour attirer les investisseurs étrangers. Depuis trois ans, nous connaissons les plus faibles investissements étrangers de l'histoire de la Turquie. Les grands groupes internationaux sont présents mais ils ne réinvestissent pas. Avec une économie souterraine aussi poussée, comment les faire venir ? C'est un véritable enfer pour la concurrence. Il nous faut aborder cette question le plus vite possible car elle nous concerne nous aussi, en tant qu'investisseurs turcs.

**Les indicateurs économiques de la Turquie sont en ce début d'année très**

**positifs. Cela est-il un bon signe pour ces investisseurs ?**

Bien sûr. La baisse de l'inflation, notamment, est une réussite. Si les taux d'intérêt restent, de leur côté, assez élevés, ils représentent le tiers de ce qu'ils étaient en 2001. La croissance connaît depuis 2002 une moyenne de 6,7 %. L'an dernier, elle a atteint 9,8 % avec un pic de 13,6 % en septembre, ce qui est plus qu'en Chine. Vous rendez-vous compte que nous avons réussi de telles performances dans le contexte d'une Europe économiquement malade avec qui nous réalisons plus de 60 % de nos échanges ? Qui est faible ? Ce n'est pas nous ! D'ailleurs si, dans dix ans, l'Europe est toujours malade, nous n'aurons peut-être plus envie d'en faire partie. En attendant, nous devons tout faire pour acquérir les valeurs européennes, et continuer à améliorer notre niveau de vie d'une manière équilibrée. Ce processus est une chance pour nous mais aussi pour l'UE.

**Quels sont actuellement les points forts de l'économie turque ?**

Notre avantage est d'avoir une population jeune, d'une moyenne d'âge de 35 ans, et dynamique. Nous avons démontré notre dynamisme en triplant en trois ans notre PNB. Même chose avec notre volume commercial qui était de 38 milliards de dollars il y a deux ans et qui s'élève aujourd'hui à 160 milliards. Bien sûr, tous ces chiffres font peur à l'Europe qui pense que nous allons l'envahir. Mais c'est le contraire. Les délocalisations sont inévitables. Si elles ne se font pas en Turquie, elles se feront en Chine. Pour accroître la compétitivité européenne, il faut que ces économies trouvent des débouchés. Pourquoi ne pas les trouver aux portes du continent ?

**Mais c'est une chose difficile à expliquer ?**

Oui et je me suis aperçu que les Européens ne nous connaissent pas. Nous avons donc l'obligation de les informer, de leur expliquer qui nous sommes. Or, pour l'instant, nous avons échoué dans cette mission. Les

électeurs français seront appelés à voter pour ou contre notre entrée dans l'UE. Ils devront être bien informés. Nous devons démontrer que nous voulons réellement de l'Europe, que nous voulons devenir des décideurs et ne pas seulement être un fardeau pour l'Europe. Nous n'avons d'ailleurs pas d'autre solution et n'avons pas envie de bluffer, de faire croire qu'il existe une autre voie possible.

**Quelles sont désormais les priorités pour la Turquie ?**

Continuer à mettre en ordre notre économie en assurant la stabilité politique qui nous a

permis jusqu'à présent de lutter, notamment contre l'inflation, et de revenir à une croissance positive, après avoir connu une croissance négative en 2001. Lutter contre l'inflation a signifié réduire la de-

mande interne. Notre croissance se base actuellement sur un très fort volume de nos exportations. Il nous faut donc pousser la demande intérieure, produire davantage, et remplacer les crédits à court terme accordés par les organisations internationales par des transferts de capitaux étrangers. Le jour où nous y arriverons, nous n'aurons plus besoin du FMI.

**Or justement, ces investissements étrangers restent faibles...**

Oui mais la Turquie a la capacité d'absorber entre 15 et 20 milliards de dollars par an de capitaux étrangers. Pour les attirer, il faut abaisser les taxes et surtout ne pas suivre le modèle européen qui consiste à les augmenter. Ensuite, nous ne devons pas retarder notre processus européen et continuer à aller à la même vitesse. Nous avons besoin d'un négociateur efficace qui n'a pas encore été choisi. Nous espérons que le gouvernement n'a pas changé son ordre du jour en la matière. La lenteur qu'il affiche depuis le 17 décembre, certaines prises de positions sur les droits de l'homme et sur l'application des réformes politiques nous inquiètent et nous l'avons fait savoir. Nous ne voulons pas nous taire. Ce gouvernement qui dispose d'une majorité au parlement se sent malheureuse-



ment faible. Or, faire deux pas en avant et trois en arrière est malsain. On évoque même l'idée d'élections anticipées. J'espère que cela ne sera qu'une parenthèse malheureuse.

**Que pensez-vous du processus de privatisations entamé par la Turquie ?**

Nous le souhaitons depuis 15 ans et sommes très en retard. Le gouvernement a très peu fait en ce sens depuis trois ans. On peut toutefois espérer qu'il démarre cette année à hauteur de 7 et 10 milliards de dollars. En revanche, qui sera privatisé en premier ? Nous ne le savons pas. Les aciéries, les transports, la pétrochimie ? Une chose est sûre, le financement de ces investissements ne sera pas turc.

**Le gouvernement a négocié en avril le nouveau plan triennal d'investissement du FMI, le Fonds Monétaire International, qui sera adopté le 12 mai. L'action du FMI vous satisfait-elle ?**

Nous rencontrons très régulièrement leurs représentants mais nous leur reprochons de ne jamais s'exprimer sur les privatisations ou l'économie souterraine. Ils ne sont pas très stricts sur la question. Le FMI est actuellement notre seule possibilité de financement, pas la meilleure mais nous n'avons pas d'autre choix. Cela nous a permis de nous discipliner. Nos performances sont d'ailleurs si bonnes que nous les avons impressionnés. Nous sommes devenus la success story dont le FMI avait besoin pour redorer son blason.

**L'adhésion à l'Union européenne va obliger la Turquie à adopter des standards sociaux plus stricts que ceux qu'elle connaît actuellement. Comment appréciez-vous ce processus ?**

Je pense que l'Europe, en ce domaine, est allée trop loin. Si elle souffre aujourd'hui d'un manque de compétitivité, c'est parce qu'elle a trop élargi ses droits sociaux. Et il est, bien sûr, très difficile de reprendre ce que l'on a donné. Nous, en tant que Tüsiad, nous voulons acquérir les règles européennes mais ne pas commettre les erreurs de l'UE en ce domaine.

Propos recueillis par Delphine Nerbollier, journaliste

## TÜSIAD: représentant d'un milieu d'affaire turc dynamique et moderne

Pour le Secrétaire Général de l'Association des Hommes d'Affaires et des Industriels Turcs (TÜSIAD), M. Haluk R. Tükel : les hommes d'affaires et industriels turcs s'emploient à présenter à l'Europe les points positifs d'une Turquie aux portes de l'Union européenne et essaient d'expliquer que, par ses aspects modernes, notamment économiques, la Turquie peut tout à fait rejoindre l'U.E. Le réel grand problème de la Turquie est que 30 % de la main-d'œuvre nationale travaille dans le secteur agricole. Le fait que les revenus

de ces personnes soient faibles et donc qu'elles soient des immigrés potentiels pour l'Europe cause les hésitations de l'Union. En revanche, le point fort de la Turquie est son économie. Nous allons vers l'UE porteurs d'un message : il existe en Turquie un milieu d'affaires très étendu. Il y a un noyau économique, très largement entouré, possédant des ouvertures sur l'étranger, faisant de l'exportation, voulant investir et produire, tout cela se situant dans le cadre des standards internationaux. Les personnes évoluant dans ce milieu ont en

général un niveau de vie peu différent des Européens. Les difficultés d'entente entre la France et la Turquie au sujet de sa candidature proviennent d'un manque d'informations. Il faut donc se concentrer sur des efforts de bonne volonté des deux côtés pour régler ce problème. Mais qu'un président de parti et candidat à la présidence du pays comme M. Sarkozy fasse campagne contre la Turquie est la cause d'un réel malaise dans le milieu des affaires. Il est aujourd'hui attendu de la France qu'elle démontre sa bonne volonté.



## EN BREF

## Le secteur automobile

**TURQUIE** - Le déficit public a baissé de 57,1% durant les trois premiers mois de l'année 2005, d'après les chiffres fournis en avril par le ministre des finances. Kemal Unakitan affirme vouloir poursuivre la politique de rigueur fiscale et s'est félicité de la hausse de 17,7% des impôts collectés en 2005.

**INTERNATIONAL** - La Bulgarie, la Grèce et la Russie ont signé un accord le 12 avril dernier pour la construction d'un oléoduc transbalkanique. Ce tracé, d'un coût de 522 millions d'euros, permettra de décongestionner en partie le détroit du Bosphore, par lequel ont transité l'an dernier plus de 50 000 navires, dont la moitié transportant des matières dangereuses. Cet oléoduc long de 286 km reliera le port de Burgas en Bulgarie à Alexandroupolis en Grèce.

**TURQUIE** - Un crédit de 10 milliards de dollars devrait être accordé à la Turquie par le Fonds monétaire international. Les représentants du FMI se réuniront le 12 mai pour statuer sur le programme économique proposé par Ankara pour la période 2005-2007 et prévoit des réformes au sein des systèmes bancaire et de sécurité sociale. Alors que le précédent plan du FMI, avait été lancé après la crise économique en 2001, le prochain se base cette fois sur des chiffres très différents : 9,9 % de croissance économique en 2004, un taux de chômage de 10,3 % et table sur un taux de croissance de 5 % pour l'année 2005.

**ALLEMAGNE** - Il y a de cela un mois, le gouvernement et l'opposition s'étaient entendus malgré leurs divergences, pour promouvoir les réformes et la croissance. Mais, nous voici aujourd'hui sans qu'une réelle amélioration de la situation se soit produite. L'approche d'un scrutin régional crucial en Rhénanie-du-Nord-Westphalie empêche la réforme principale: la réduction de taux d'imposition des sociétés.

**Le directeur général de Renault Mais, Ibrahim Aybar, prévoit une régression de 20 % dans le secteur automobile, due à la charge d'impôts.**

L'UN DES piliers de l'économie turque, le secteur automobile conserve le premier rang dans le total des exportations de la Turquie mais, pourtant, le marché intérieur est actuellement en régression. Le secteur est représenté par plusieurs marques étrangères (Renault, Opel, Hyundai, etc.) et une seule marque turque (Tofas). Bien que chacune de ces marques ait des stratégies et des objectifs très différents, cette régression reste leur problème commun. Cette prévision, développée par Ibrahim Aybar, le directeur général de Renault Mais, leader actuel du marché avec Ford en termes de part de marché 2004, doit encore se voir justifiée, et les autres marques du secteur ne semblent pas pressées de déclarer leur position face à cette perspective.

Ibrahim Aybar considère comme normale une régression de 20 % du secteur automobile en 2005 par rapport à l'année précédente, car il existait alors une subvention sur les véhicules obsolètes et la demande en 2004 était particulièrement importante. M. Aybar attend, si ses prévisions se révèlent justes, un total de 600 000 véhicules vendus (automobiles privées et utilitaires). Il a aussi souligné l'importance pour la Turquie d'une production continue dans le secteur automobile : "La Turquie est dans un état de stabilité et nous en sommes satisfaits. Mais il faut faire attention à ne pas commettre d'erreurs qui viendraient menacer cette stabilité, car maintenant qu'elle est obtenue, les entrepreneurs turcs sont capables de la maintenir. Nous croyons profondément à l'esprit

d'entreprise qui anime les Turcs ainsi qu'à leur potentiel et à leur volonté de création." Après la suppression des barrières douanières, les Turcs ont aujourd'hui la possibilité d'utiliser la plupart des modèles de voitures disponibles dans le monde. M. Aybar estime qu'il existe de nos jours environ 200 modèles de voitures sur le marché en Turquie, mais précise qu'uniquement 11 d'entre eux sont produits dans les frontières du pays. Malgré leur nombre peu élevé, les voitures produites en Turquie représentent 30 % du marché, ceci pouvant être expliqué par la préférence naturelle des Turcs à acheter des produits fabriqués

**Classement des marques du secteur automobile turc en 2004**

Société	Part de marché %	Unités
Ford	15,5	114 805
Renault	15,5	114 648
Tofas	10,3	76 235
Hyundai	8,7	64 356
Volkswagen	8,1	60 177
Opel	7,8	58 056
Peugeot	6,1	45 278
Toyota	4,1	30 619
Honda	2,9	21 183
Mercedes	2,5	18 549
	81,5	603 906

sur leur territoire national. Mais au fur et à mesure que les marques étrangères proposent aux consommateurs turcs des améliorations technologiques et qualitatives et offrent une sécurité supérieure, un changement des habitudes de consommation automobile semble évident. Les estimations de M. Aybar donnent à la Turquie une capacité de production d'un million d'unités par an, alors que cette même production n'est actuellement que de huit cent cinquante mille unités. Pour M. Aybar,

l'objectif de la Turquie devrait être une production annuelle d'un million et demi de véhicules par an et un million de véhicules vendus en 2010. Pour ce faire, la Turquie doit se munir des nouvelles techniques de production les plus compétitives du marché. La main-d'œuvre peu chère et qualifiée constitue l'avantage principal de la Turquie par rapport aux autres pays, et elle représente donc un réel potentiel de production industrielle, et plus particulièrement automobile. C'est une opportunité que, d'après M. Aybar, il ne faut pas rater.

**La situation des autres marques du secteur**

Ford, le troisième plus grand producteur automobile dans le monde et l'un des leaders du marché turc, se voit forcé de licencier aux États-Unis mille employés et ouvriers dans la période s'étalant jusqu'à la fin du mois de juin, dans le but de réduire les coûts de production. La régression du secteur en Turquie n'est donc pas une situation localisée, mais touche aussi des pays économiquement puissants, comme les États-Unis.

Pourtant, Hyundai a pour objectif de faire augmenter sa part de marché de 8,7 % à 13 % pour devenir la troisième grande marque du secteur automobile turc en 2005. Le directeur général de Hyundai Turquie, Kurthan Tarakçioğlu, souligne la croissance continue de sa marque et il ajoute qu'il faut s'attendre à de grands changements concernant les parts de marché des marques automobiles.

Le constructeur italien Fiat a lancé un nouveau modèle à la fin de l'année 2004. Il adopte une politique expansionniste en diversifiant sa gamme de produits et le lancement de ce nouveau modèle laisse prévoir une nette augmentation des ventes.

Elif Perçim est journaliste



**Le nouveau cercle autour de la ...**

(Suite de la page 1)

(Azerbaïdjan) via Tbilissi (Géorgie) à Ceyhan (Turquie) devait être achevée en principe à la date du 26 juin de cette année. Mais, aux dernières nouvelles, on prévoit un important retard dans la mise en fonctionnement de cet oléoduc. En effet, le segment de l'oléoduc traversant la Turquie n'est pas achevé à ce jour en raison d'un procès juridique qui oppose le constructeur BOTAS aux sociétés réalisant les travaux, notamment le Groupe TEPE qui vient de se retirer des travaux. Après le 11 septembre 2001, les États-Unis, en prévision d'opérations contre l'Afghanistan, bénéficièrent, avec le plein accord de Moscou, de trois bases logistiques en Géorgie, en Ouzbékistan, et au Kirghizistan qui, peu après la défaite des talibans, se transformèrent en bases permanentes. De plus, des forces américaines entraînaient l'armée géorgienne.

La popularité des États-Unis est considérable dans les républiques ex-soviétiques. Mais cela n'est pas le cas, à quelques exceptions près, dans les opinions publiques du Moyen-Orient. Nous

constatons en effet que, dans cette région, plus un régime est proaméricain moins les populations sont favorables aux États-Unis. Ce constat n'est évidemment pas applicable aux républiques se trouvant à la périphérie de la Russie. Il est difficile de déterminer quel sera le prochain pays, après le Kirghizistan, à s'émanciper de la tutelle du Kremlin. Néanmoins il apparaît que, sous l'influence de Washington, les alliés des États-Unis construisent un cercle, maillon par maillon, dans la région. Mais si l'agitation populaire devait gagner le Kazakhstan, ce qui ne peut pas être exclu, l'oléoduc de Bakou pourrait être raccordé à travers la Caspienne aux énormes gisements d'hydrocarbures d'un pays dont les ressources intéressent la Russie et davantage encore la Chine. En bref, la politique extérieure américaine recueille plus de succès à la périphérie de la Russie qu'au Moyen-Orient. Et tout concourt, depuis des années, à ce que la Russie soit réduite, dans l'avenir, à se contenter d'un statut de puissance régionale. HLD

**Une nouvelle vision de l'Europe**

(Suite de la page 1)

qu'elle est à la fois le moteur et le frein de l'intégration à l'Union européenne. Cinquante ans après l'échec de la Communauté européenne de défense, l'histoire menace de se répéter. En effet, d'après les sondages d'opinion, il est possible que les Français disent "non" au traité constitutionnel. Cela serait une perte pour l'Union européenne car un vote négatif serait l'enterrement, par la France, du rêve français d'une Europe politique puissante, capable de faire entendre sa voix au niveau international. Comment expliquer ce vote défavorable ? En fait, face aux inquiétudes que ressentent les Français devant la mondialisation, apparaît la notion d'une Europe "protectrice" contre cette évolution du monde, mise en avant par les responsables politiques. Mais la vérité est que ces derniers, aussi bien de gauche que de droite, espéraient que l'Europe bousculerait les choses et imposerait l'obligation de faire des réformes qui sont nécessaires, mais que l'opinion publique refuse. Seulement, cette tactique ne parvient plus à faire avancer les réformes. Alors, perdant toute crédibilité, cet argu-

ment sert aujourd'hui les défenseurs du "non". Ainsi, la responsabilité d'un vote défavorable à la Constitution incomberait directement à tous ceux qui entretiennent la confusion, depuis vingt ans, entre les responsabilités nationales et communautaires. La Constitution européenne est une étape décisive dans la création d'une Europe politiquement unifiée et puissante. Mais, pour la réaliser, il faut également donner une nouvelle vision européenne, celle d'une Europe forte, unie non seulement par des liens économiques mais également politiques, capable de gérer et de régler efficacement ses problèmes, d'offrir à ses citoyens des perspectives et une solide confiance dans l'avenir.

En bref, l'Europe de demain devrait se sentir suffisamment forte et sûre d'elle-même au point d'intégrer un pays laïc, ayant une population majoritairement musulmane, montrant ainsi qu'elle n'est pas une terre d'exclusion, mais plutôt celle des libertés.

\* Mireille Sadège, journaliste  
Docteur en histoire  
des relations internationales

# Questions à Alain Minc



*Pour l'heure, le non semble tout à fait susceptible de l'emporter. Faut-il agiter l'alternative : "Le oui ou le chaos ?"*

A.M. (...) La France du non n'a pas les moyens d'apaiser les angoisses qu'elle fédère. Si les Français s'avèrent plus anxieux que leurs voisins, c'est d'abord parce que l'effort d'une pédagogie de la mondialisation n'a jamais été consenti.

Depuis deux décennies, la France s'est modernisée sous l'impulsion de l'Europe, mais ses élites politiques n'ont pas cessé de diaboliser devant les Français les mesures raisonnables qu'elles votaient, dans le même temps, à Bruxelles. Cette culpabilisation démagogique de "Bruxelles" par la classe politique française est une terrible machine à fabriquer du non.

Contre cette hypocrisie, il faudra un jour avoir le courage de tenir un discours de vérité. Et de reconnaître, par exemple, que la Commission de Bruxelles est une administration mieux gérée et plus économe que n'importe quelle administration française ...

*Quelles sont les "cartes" de la coalition du non ?*

A.M. La carte antilibérale ou protectionniste, d'abord... La deuxième carte est agitée par d'autres partisans du non : c'est celle, nationaliste, des souverainistes. La vue bornée par la ligne bleue de nos frontières, ils oublient que la France existe avant tout grâce à l'image qu'elle projette dans le monde. Il suffit de se rendre chez nos voisins pour imaginer la Schadenfreude, la joie mauvaise qu'ils éprouveraient si le non devait l'emporter le 29 mai.

*Joie mauvaise, dites-vous. Mais pourquoi ?*

A.M. Si leurs options gagnaient, les souverainistes ne mesurent pas le bannissement qu'endurerait notre pays. Non dans les seuls jeux institutionnels, mais aussi dans les opinions européennes ! ... Reconnaissons que les pays, comme les individus, sont façonnés par le regard des autres. Il faut toute la force d'une cécité aux perceptions de nos voisins pour croire que le non serait autre chose que la défaite absolue du

gaullisme, car ce serait la fin de cette fierté française dont de Gaulle fut le héraut.

*Les partisans les plus fervents du oui répètent à l'envi que la Constitution et la candidature turque n'ont rien à voir. Est-ce judicieux ?*

Nicolas Sarkozy a en tout cas raison de faire valoir que la Constitution, en prônant un modèle européen exigeant, met la barre très haut pour la Turquie ! Il est toujours loisible d'être défavorable à l'adhésion d'Ankara. Mais une France abaissée par son isolement après une victoire du non aurait-elle encore la force d'opposer son veto à l'entrée d'Ankara ? La Turquie a vocation à appartenir au deuxième cercle de l'Europe. Partant de là, soit on considère que le premier cercle est constitué des Vingt-Cinq, et la Turquie doit être associée à l'Union européenne par un partenariat privilégié ; soit on parie que la Turquie rejoindra les Vingt-Cinq, d'où se dégageront un "noyau dur" et un deuxième cercle. Dans cette optique, il est possible de transformer l'arrivée de la Turquie en accélérateur de l'in-

tégration européenne, en poussant à la création de ce noyau dur

*Que voulez-vous dire ?*

On peut convertir la candidature d'adhésion de la Turquie en moyen de parachever l'intégration européenne... Le préalable, c'est que la création du noyau dur ne soit pas abandonnée empiriquement aux aléas des coopérations renforcées. Les dix pays qui se situent à l'intersection de Schengen et de l'euro ont vocation à signer un accord intergouvernemental, par lequel ils s'engageraient à décider de nouer – ou de ne pas nouer – des coopérations renforcées. Cette initiative est à la portée des chefs de gouvernement de l'Europe continentale. Un tel "pack" de 10 pays pourrait, de surcroît, exercer un veto sur les coopérations renforcées. L'Europe que j'appelle de mes vœux devrait être – à dix – la plus fédérale possible, et comporter, à vingt-huit, un deuxième cercle que les Turcs ont vocation à rejoindre.

Le Figaro, extrait des Propos recueillis par Alexis Lacroix, 11 avril 2005

## La question de l'adhésion de la Turquie continue à peser sur la campagne du référendum

**Dans les permanences, c'est la première question qui reste posée aux élus de droite à propos de l'Europe : l'adoption du projet de Constitution, le 29 mai, ouvrirait-elle la porte de l'Union à la Turquie ?**

L'UMP, sous la direction de Nicolas Sarkozy, s'est prononcée massivement contre l'adhésion de la Turquie, et la Constitution française a été modifiée, afin de consulter la population par référendum pour toute nouvelle adhésion. Peine perdue, pour l'heure. "La question de la Turquie sera un élément majeur du "non" au référendum", prévient Alain Marleix, député (UMP) du Cantal.

À ce rejet, il y a d'abord les "bonnes raisons", selon M. Lequiller. "Pourquoi, après l'élargissement, ouvrir de nouveau l'Union à un grand pays, situé à la fois



Nicolas Sarkozy

dans l'Europe et en dehors, alors qu'on a déjà du mal à la faire fonctionner à vingt-cinq ? Les Français s'inquiètent aussi des éventuels nouveaux voisins : l'Arménie, la Syrie, l'Irak", résume l'élu.

"C'est la crainte d'un élargissement sans fin qui domine, avance Axel Poniatowski (UMP, Val-d'Oise). On a le sentiment, aujourd'hui, que l'Europe va trop vite." L'Europe peut être perçue comme un "chantier permanent" et donner le sentiment qu'on est "embarqués dans un mouvement qu'on ne maîtrise pas", affirme François Sauvadet, porte-parole de l'UDF.

**"L'islam, en aparté"**

Mais il y a aussi les "mauvaises raisons, un peu cachées", reconnaît M. Lequiller. "Jamais personne ne se lève pour dire qu'il ne veut pas de ce pays parce qu'il est musulman, mais on le devine", affirme-t-il. "Les gens parlent de l'islam, en aparté", relate Isabelle Debré, sénatrice (UMP) des Hauts-de-Seine.

"Dans ma circonscription, le voile est beaucoup porté par les femmes turques,

note Irène Tharin, députée (UMP) du Doubs. On ne nous croit pas quand on explique que la Turquie est un pays laïc". L'absence de référence aux racines chrétiennes dans la Constitution renforce ces craintes.



Jacques Chirac

Mais quand la Turquie est évoquée, la question des droits de l'homme et de la femme est toujours avancée pour rappeler le long chemin que le pays doit encore parcourir. "Les choses ne sont

pas mûres", résume Michel Liebgott (PS, Moselle).

**"Risques d'amalgame"**

Le parti socialiste (PS) ne tient pas à mettre le sujet à l'ordre du jour. Selon Guy Lengagne, député socialiste du Pas-de-Calais, ce sujet serait encore "tabou" au sein du parti.

C'est donc la droite favorable au "oui", qui va devoir travailler à déconnecter la question turque et le référendum. Son argu-

mentaire est rodé. "C'est en votant "oui" à la Constitution que les Français pourront s'exprimer, le moment venu, sur la Turquie", affirme Luc Chatel, porte-parole de l'UMP.

Richard Mallié, député des Bouches-du-Rhône, lance le mot d'ordre du "oui" -à la Constitution- pour le "non" -à l'entrée de la Turquie-. "Il est aujourd'hui de notre devoir de mettre l'accent sur les risques d'amalgame, dans le mauvais sens, entre l'adoption de ce texte historique et l'adhésion de la Turquie", affirme M. Mallié dans un communiqué. Suite à la révision de la Constitution française, adoptée le 28 février, toute nouvelle adhésion sera subordonnée à un référendum en France. Les élus veulent aussi faire connaître cette "garantie".

Paradoxalement, de nombreux Français voient déjà la Turquie dans l'Europe. La preuve ? Ils citent volontiers le fait qu'elle soit représentée au concours de Miss Europe et à l'Eurovision. Et la finale de la Ligue des champions de football aura lieu, le 25 mai, à Istanbul.

Extrait de l'article de Gaëlle Dupont  
Le Monde, 20 mars 2005

### Le soutien à la Constitution faiblit au Danemark

Le soutien au projet de Constitution européenne faiblit au Danemark, selon l'enquête Ramboll Management 30 % des électeurs interrogés affirment qu'ils voteront "oui" contre 22 % qui pensent voter "non" au référendum du 27 septembre sur la Constitution européenne.

La proportion d'indécis s'élève à 48 %. Le sondage réalisé en mars par ce même institut



donnait 33 % de "oui" et 21 % de "non" de l'opposition à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, avec 63 % de personnes opposées à cette perspective, en hausse par rapport aux 49 % de septembre, contre 19 % qui la soutiennent (31 % en septembre).

### L'entrée de la Turquie en Europe

Daniel Cohn-Bendit, le député européen écologiste, était invité de t'chats consacrés à l'Union européenne et notamment au référendum sur la Constitution. Il a répondu aux questions des internautes sur l'entrée de la Turquie en Europe.

Danny the red : Vous connaissez bien la population turque en tant que citoyen et politicien allemand. L'entrée de cette nation

dans l'Europe a-t-elle du sens à vos yeux ?

D. C.-B. : La démocratisation de la Turquie laïque à majorité musulmane grâce au processus de négociations fait sens. Je suis persuadé que certains pro-européens ont une posture négative face à un pays à majorité musulmane comme la Turquie.



D. Cohn-Bendit

Extraits de t'chat. / TF1.fr, 3 mars 2005

## FESTIVAL DE CANNES 2005

LE FESTIVAL de Cannes se déroulera cette année du 11 au 22 mai. Il présentera 53 films représentant 28 pays. Au total, on assistera à 50 premières mondiales (...) La sélection présentera également 11 premiers films.

Le jury sera présidé par le cinéaste serbe Emir Kusturica, et la belle actrice belge Cécile de France sera la maîtresse de cérémonie de l'ouverture et de la clôture de ce 58e Festival. D'après les murmures, l'actrice italienne Monica Bellucci, figurerait au sein du jury.

Plusieurs poids-lourds du cinéma mondial, au nombre desquels David Cronenberg avec "A history of violence", Wim Wenders avec "Don't come knockin'" et Lars Von Trier avec "Manderlay" ou encore Jim Jarmusch "Broken flowers", s'affronteront pour la Palme d'or qui verra aussi défiler sur la Croisette une pléiade de stars. Trois films français seront en lice pour la Palme d'or: "Lemming" de Dominik Moll, "Peindre ou faire l'amour" d'Arnaud et Jean-Marie Larrieu et "Caché" de Michael Haneke. C'est aussi à "Lemming" que reviendra l'honneur de faire l'ouverture du festival.

Parmi les autres heureux élus figurent les frères belges Jean-Pierre et Luc Dardenne "L'enfant", l'Israélien Amos Gitai "Free zone" ou encore l'Italien Marco Tullio Giordana "Une fois que tu es né, tu ne peux plus te cacher".



Emir Kusturica



La star hollywoodienne Tommy Lee Jones "Le fugitif" sera aussi en compétition avec son premier film, "Les trois enterrements de Melquiades Estrada".

Le continent asiatique sera représenté par le Japonais Masahiro Kobayashi "Basing", le Chinois Wang Xiaoshuai "Shanghai Dreams" et la Taïwanais ou Hsiao-Hsien "The best of our times".

Parmi les thèmes communs des films, on peut citer celui de la paternité, chez des cinéastes aussi différents que Jim Jarmusch (chercher une paternité), Wim Wenders (réfléchir à la paternité), les frères Dardenne (assumer une paternité).

Hors compétition, la Croisette aura l'insigne honneur d'accueillir en avant-première mondiale "La Guerre des étoiles, épisode III : la revanche des Sith", ainsi que "Match point" de Woody Allen.

Comme toujours, quantité de stars sont attendues sur la Croisette : défileront entre autres sur le tapis rouge les acteurs Val Kilmer, Ewan McGregor, Samuel Jackson, Danny Glover, Viggo Mortensen, Bill Murray, Bruce Willis. Pour les actrices, on peut citer Sharon Stone, Scarlett Johansson, Asia Argento, Nathalie Portman, Zhang Ziyi, Eva Marie Saint, Jessica Alba et Jessica Lange.

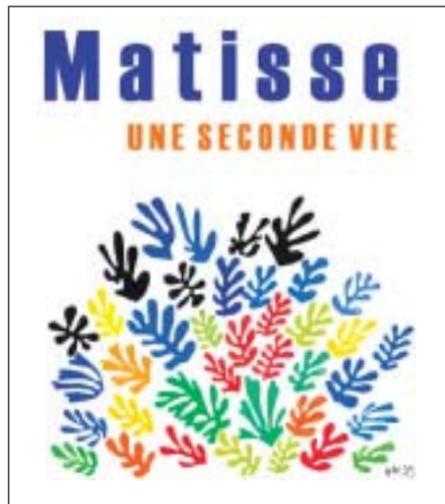
Emir Kusturica est l'un des quatre réalisateurs à avoir obtenu deux fois la Palme d'or à Cannes pour "Papa est en voyage d'affaires" en 1985 et pour "Underground" en 1995.

Il a déclaré : "je veux remercier le Festival de Cannes qui, par deux fois, a consacré mes films, en 1985 et en 1995, en me décernant la Palme d'or. Maintenant, c'est à mon tour de défendre les valeurs du Festival : je me suis donné pour mission de président du jury de placer l'esthétique et l'artistique au cœur de la manifestation."

## Le Sénat présente du 16 Mars au 17 Juillet 2005

Dans le cadre de sa programmation "Art moderne", le Sénat présente au Musée du Luxembourg une grande exposition consacrée à l'œuvre tardive du peintre, cette période que l'artiste qualifiait de "seconde vie". Elle a été marquée par un profond renouvellement de son art, caractérisée par un éclatement de couleurs pures et une abstraction tendant toujours plus vers le signe et l'arabesque.

L'exposition présente une centaine d'œuvres du peintre avec, comme fil conducteur, la correspondance qu'il a échangée avec son ami André Rouveyre entre 1941, date d'une grave intervention chirurgicale et sa mort en 1954. Cette juxtaposition d'œuvres et d'écrits de l'artiste illustrera par ailleurs la place de la mémoire, du souvenir, de la réflexion et de l'inspiration dans le processus créatif. Elle permettra au visiteur de visualiser le cheminement artistique autour de thèmes récurrents d'un artiste épris d'absolu, de beauté et de poésie.



**MUSÉE DU LUXEMBOURG**  
19 rue de Vaugirard - 75006 Paris  
Horaires : le Musée est ouvert tous les jours de la semaine et tous les jours fériés :  
Du lundi au samedi de 11 h à 19 h et dimanche de 9 h à 19 h Nocturnes les lundi et vendredi jusqu'à 22 h 30



Université de Marmara  
Faculté des Sciences Economiques et Administratives  
Département Francophone des Sciences Politiques et Administratives.

DFSPA et USAM organisent sous la direction de Madame le Professeur, docteur Jale Civelek régulièrement des conférences stratégiques.

Dernièrement ils ont organisé deux conférences qui étaient suivies avec un grand intérêt par un peu plus de deux cents personnes.

Monsieur Didier Billon, Directeur de la Recherche à l'IRIS est intervenu sur le sujet de : "la Turquie et le Moyen-Orient", le 17 mars 2005.

Monsieur Jean-Louis Balans, Directeur

des Relations Internationales et Maître de Conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux a été dans la salle de conférence de Tarabya, le 28 avril 2005. Le sujet étant "La polémique française sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne".

Les deux réunions ont été déroulées sous la présidence de S.E. Monsieur l'ambassadeur Tanşuğ Bleda qui était un des brillants ambassadeurs de la Turquie en France, qui a réussi à créer une grande amitié entre les deux pays.



Pour réussir en affaires,  
lisez Club d'affaires

37, rue d'Hauteville 75000 Paris Tel. 01 47 70 55 80 Port. 06 76 20 45 15 Fax. 01 40 22 04 00  
www.caft.fr e-mail: contact@caft.fr

Envie de faire passer  
une publicité dans nos pages ?  
Contactez au 0 216 550 22 50.

## Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 euros (Turquie)  80 euros (Étranger)

20 numéros version PDF : 15 euros

Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code postal : ..... Pays : .....

N° de téléphone : .....

Email : .....

Date : ...../...../..... Signature : .....

Mode de paiement (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)  
- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda Istanbul  
n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 Istanbul - Turquie  
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: aujourdhuilaturquie@bizimavrupa.net

**HALUK BİLGİNER :**

# UN COMÉDIEN ACCOMPLI

**Son jeu d'acteur nous fascine. Son interprétation unique suffit à elle seule pour remplir la salle de son théâtre, là où il incarne si magnifiquement l'Avare de Molière. Cet artiste accompli nous parle de la scène, de son parcours, de ses rêves et de l'avenir.**

*Quelle est la différence entre le jeu d'acteur au cinéma, au théâtre et à la télévision ?*

Un acteur est un acteur. C'est-à-dire qu'il n'existe pas d'acteur de cinéma à proprement parler. Et encore moins d'acteur de télévision. Car la télévision n'est pas un art. Le théâtre est le seul endroit où l'acteur existe vraiment. C'est pour cette raison que la scène est l'endroit où un acteur est formé. Je dis toujours cette phrase: "la scène de théâtre est le champ de bataille d'un acteur." On ne peut savoir si un acteur en est vraiment un que lorsqu'il est face à face avec les spectateurs, sans intermédiaire entre eux. Ce contact direct n'existe ni au cinéma ni à la télévision. Vous pourrez jouer dans des feuilletons, ça ne fera pas de vous un acteur.

*Comment arrivez-vous à gérer un emploi du temps si chargé ?*

J'aime beaucoup mon métier. De toute façon, acteur n'est pas un métier que l'on peut exercer sans l'aimer. Et si vous aimez ce que vous faites, le temps n'est pas un problème. Il y a un proverbe que j'aime beaucoup : Si vous voulez que quelque

chose soit fait, donnez-le à faire à quelqu'un qui n'a pas le temps, car si cette personne n'a pas de temps, c'est qu'elle travaille beaucoup et donc qu'elle a appris à travailler. Par exemple, si vous avez un travail de menuiserie à faire faire, donnez-le à un menuisier qui vous dit qu'il n'a pas le temps, je suis sûr que votre table sera plus belle.

*En tant qu'artiste ayant vécu longtemps en Angleterre, quelles sont les différences, entre la vie d'artiste en Europe et en Turquie ?*

Tout d'abord, mettons de côté toutes les célébrités sans métier en Turquie. Ce ne sont pas des artistes. Mais pourtant, nous les appelons artistes. Ici, une personne vue à la télévision est un artiste. Maintenant, si nous acceptons le fait que l'art est un be-



soin en Angleterre comme dans beaucoup d'autres pays d'Europe, la multiplicité de lieux artistiques et d'artistes facilite la production d'œuvres de qualité. Plus il y a de productions, plus l'apparition de génies est facile. Je cite toujours un exemple. Mozart n'est pas apparu par hasard à Vienne. À cette époque, environ 1000 enfants de cinq ans jouaient du violon. Mais un seul génie s'en est dégagé. Aujourd'hui, les populations de l'Angleterre et de la Turquie sont à peu près les mêmes, là-bas aussi il y a 70 millions d'habitants. Mais le nombre d'adhérents du syndicat des acteurs en Angleterre atteint vingt mille personnes. En Turquie, si l'on compte toutes les personnes passant devant une caméra, nous ne dépassons pas les mille personnes. Comment comparer vingt mille et mille! Et quand je dis vingt mille, je parle de personnes ayant reçu une formation professionnelle et ayant un métier. En résumé, l'art est affaire de culture, de besoins et d'habitudes. Nul ne pourrait dire en Europe "je ferme tous les théâtres". Mais si demain quelqu'un déclarait "on ne fera plus de théâtre en Turquie", d'après vous, combien de personnes en seraient dérangées ou manifesteraient dans la rue ? Certainement bien peu... Mais je dois ajouter que, malgré tout, je suis très heureux d'être en Turquie et de me produire ici. Cela peut vous paraître un paradoxe, mais je n'aurais jamais pu créer un lieu comme "l'Atelier de Jeu" (Oyun Atölyesi) si je vivais encore en Angleterre. Et je n'aurais pu vivre ce plaisir.

*En tant qu'acteur, vous intéressez-vous à la vie politique en Turquie ?*

Évidemment, je m'y intéresse, sinon je ne pourrais pas être un acteur.

*Que pensez-vous des mesures prises par la Turquie dans le but de devenir membre de l'Union européenne ?*

Quoi qu'il arrive, le fait que des lois permettent aux gens de vivre mieux est une bonne chose. Si seulement cela était fait non pas pour rentrer dans l'Europe, mais parce que les gens le méritent.

*Dans une interview, vous avez déclaré que vous n'aviez pas besoin de "travailler pour vivre"...*

Oui, c'est un luxe immense, et j'aimerais que tout le monde puisse le vivre. En devenant comédien, j'ai commencé un voyage, il y a 34 ans, et je le poursuis toujours. Et je sais que je mourrai un jour avant d'avoir pu jouer mon meilleur rôle. Et, durant ce voyage de 34 ans alors que je joue, on me donne de l'argent. Avoir cet argent me permet de ne pas avoir besoin de travailler. Car je sais ce que signifie travailler, je l'ai fait. J'ai été porteur, serveur, membre de services d'entretien, vendeur. Mais c'était alors du travail. Maintenant, je ne travaille pas et pourtant je suis payé. Existe-t-il un luxe plus grand dans cette vie ? L'argent, la célébrité sont arrivés au cours de ce voyage. Mais ils n'ont pas été mes objectifs. Si quelqu'un voulant être acteur a ces objectifs, il n'y arrivera malheureusement pas. Il deviendra peut-être une célébrité très riche, mais ça, ce n'est rien du tout !

*Et Haluk Bilginer a-t-il un objectif ?*

Devenir un meilleur acteur... Par exemple, je suis jaloux du Haluk Bilginer de dans 20 ans. Qui sait ce qu'il aura appris ?

*En 1999, vous avez investi votre argent dans l'art et avez ouvert "l'Atelier de Jeu". Vous avez fait gagner aux Stambouliotes un très beau café et une magnifique scène de théâtre, faciles d'accès. On ne peut vous en remercier assez... Moi aussi j'en suis content. Tout le monde me disait au départ que c'était de la folie, mais j'ai réalisé quelque chose dont je rêvais, qui me manquait. Si c'est de la folie, j'accepte d'être fou ! Il n'existait pas d'endroit comme cela en Turquie. J'ai juste montré que si on le veut vraiment, on peut le faire. Il faut juste le vouloir et le rêver vraiment. Si vous le faites correctement, les spectateurs viennent rapidement et le théâtre fonctionne de lui-même.*

*De nombreux artistes et autres célébrités préfèrent dépenser leur argent dans le luxe. Ce n'est pas à critiquer, c'est leur*



*choix... Comment dépensez-vous votre argent en dehors de vos investissements dans le théâtre ?*

Évidemment, si j'avais envie de m'acheter une Ferrari, je m'en achèterais une. Mais je n'ai pas ce genre de rêve. Mon rêve, c'est une scène de théâtre... Je ne dépense mon argent que pour mes besoins, mais je le dépense toujours, je ne fais pas d'économies. Un dénommé Mulholland, celui qui a permis à Los Angeles d'avoir de l'eau potable au robinet, a énoncé un jour une phrase qui me plaît beaucoup : "Celui qui meurt riche est un lâche". Je me suis promis de ne pas mourir riche. Gagner de l'argent ne demande pas une culture particulière, mais le dépenser si. Si vous ne savez pas comment le dépenser, l'argent en lui-même ne sert à rien.



*On entend dire : "Le théâtre se meurt", cette baisse d'intérêt, cette stagnation, n'est-ce là qu'un passage ou les choses changent-elles vraiment ? Où va le théâtre de nos jours ?*

Tant qu'il y aura des hommes, le théâtre existera. On traite le théâtre d'archaïque. Heureusement qu'il l'est. Faire l'amour est archaïque, un être humain est archaïque. Quand le temps de faire l'amour passera, le temps du théâtre passera aussi. Si un jour apparaît un remplaçant à l'amour, alors, d'accord, nous abandonnerons le théâtre, nous ferons autre chose. Aujourd'hui, le théâtre se meurt-il ou perd-il son sang ? Si le théâtre se meurt, c'est plus les spectateurs potentiels que les acteurs qui devraient s'en attrister. Cela détruirait quelque chose d'important dans la vie. Mais, comme je l'ai dit, le théâtre est un art qui existera tant que l'homme existera. De temps en temps, le nombre de spectateurs peut diminuer. Il se peut que les acteurs en soient en grande partie responsables. On devrait se pencher sur leur honnêteté et leur vie privée.

Propos recueillis par Bilge Demirkazan, journaliste

## Qui est Haluk Bilginer ?

Né le 5 juin 1954 à Izmir, Haluk Bilginer a étudié à l'Académie de Musique et d'Art dramatique de Londres après avoir été diplômé de la section Théâtre du Conservatoire public d'Ankara. Entre les années 1980 et 1993, il a joué dans des feuilletons télévisés et des pièces de théâtre en Angleterre. Après de nombreux succès en Turquie et à l'étranger, il a fondé en 1999 "l'Atelier de Jeu" (Oyun Atölyesi), où il continue à se produire.

# L'empreinte de la France dans la révolution du football turc



Fatih Terim

LA PREMIÈRE révolution dans le football turc a eu lieu il n'y a pas si longtemps que cela, pour être plus précis dans la deuxième moitié de l'année 1984 avec l'entraîneur allemand Jupp Derwall. Puis un nouveau chamboulement se fit au Galatasaray entre 1996 et 2000, dirigé par Fatih Terim, qui a permis au club de remporter des succès internationaux encore quasi impossibles pour une équipe turque aujourd'hui.

Rappelons-nous, Jupp Derwall s'était vu défaire de ses responsabilités en tant qu'entraîneur de l'équipe nationale de son pays natal, après le Championnat d'Europe des Nations organisé en France en 1984. Et Derwall est devenu le nouvel entraîneur du Galatasaray. À cette époque, Fenerbahçe ne possédait encore qu'un terrain d'entraînement en pelouse à l'embouchure de Kurbagalidere. Le premier travail de Derwall fut de transformer Florya en un véritable centre de mise en forme, de préparation et d'entraînement. Il a insisté ensuite sur le fait qu'une équipe de football devait absolument contrôler non pas une, mais les deux moitiés du terrain. En effet, le comportement obsolète des équipes turques contre des adversaires de taille à l'étranger était de se replier dans leur propre moitié de terrain et de se contenter de petites défaites. Dans le championnat turc, la situation n'était guère différente, les équipes anatoliennes en déplacement contre les Trois Grands et Trabzonspor adoptaient la même tactique. C'est le Galatasaray de Derwall qui apprit aux



Kemal Belgin\*

autres équipes à faire jouer constamment plus d'un joueur dans la moitié de terrain adverse. Et, petit à petit, les équipes turques commencèrent à vaincre des adversaires plus expérimentés, aux joueurs plus chers. Au même moment, l'hégémonie des Trois Grands se vit tout doucement remise en cause en Turquie.

La deuxième révolution eut lieu en 1996, quand Fatih Terim devint l'entraîneur du Galatasaray. Après avoir entraîné 2 clubs, l'équipe nationale des espoirs et l'équipe nationale, Terim était enfin au Galatasaray. Sa carrière était donc à son sommet ! Le rêve de Fatih Terim était de faire jouer à son équipe un football moderne, et il était prêt à en payer le prix. Sa vision d'un football moderne était le système utilisé par le Brésil en 1994 pour devenir champion du monde, 24 ans après son dernier titre mondial. Le système qu'il cherchait à appliquer était donc de placer le joueur qu'on appelait libero jusqu'en 1994, et qui jouait alors derrière le bloc défensif, devant ce bloc, per-

mettant ainsi une plus grande efficacité au milieu de terrain... 11 des 16 finalistes du Championnat d'Europe des Nations de 1996 employèrent ce système et il fut étiqueté par les rapports techniques de l'UEFA et de la FIFA en tant que représentant le football moderne sous le nom de révolution de l'avant-libero.

C'est la France qui reprit ce système pour le perfectionner et lui donner du dynamisme, une mentalité offensive permettant ainsi une économie d'énergie en faisant diminuer la taille des zones d'action. La France, avec son bloc défensif composé de joueurs comme Desailly, Thuram avec Deschamps comme avant-libero, des milieux de terrain tels que Petit et Zidane, et possédant des attaquants de pointe travailleurs et rapides, a fait évoluer ce système jusqu'à le rendre parfait. Et elle remporta la coupe en battant le Brésil, dont elle avait adopté le système. Fatih Terim était décidé à appliquer ce système à sa propre équipe. Et finalement, en 1998, pendant la deuxième année de Terim à la tête du Galatasaray, on commença à apercevoir cette tactique sur nos terrains. Autre fait intéressant, alors que seul le Galatasaray jouait de cette manière, le créateur de ce système, Parreira, alors entraîneur de Fenerbahçe, était revenu à un bloc défensif primitif et classique de trois joueurs. Ma prévision qu'un jour, la totalité des équipes de Turquie adopteraient cette tactique s'était fait vigoureusement critiquer, mais j'ai le plaisir de voir même les équipes de seconde division jouer aujourd'hui avec un bloc défensif en tandem,

donc en formant une chaîne de quatre joueurs, avec un ou parfois deux avant-liberos. Grâce à ce système, on trouve une Coupe de l'UEFA, une Super Coupe, un quart de finale en Ligue des Champions et une course arrêtée, au dernier match, juste avant les quarts de finale... Et évidemment une troisième place en Coupe du Monde pour l'équipe nationale.

Quant à la France, elle fut Championne d'Europe en 2000 après avoir remporté la Coupe du Monde en 1998, mais ne réussit pas à assurer la continuité et se fit éliminer dès le premier tour de la Coupe du Monde 2002 sans même avoir marqué un seul but puis, comme si cela ne suffisait pas, connut une véritable déroute lors du Championnat d'Europe des Nations 2004. Les raisons de cette récession peuvent être trouvées dans un manque de renouvellement de l'équipe, l'utilisation et la résolution de son système par ses adversaires et la fragilité de sa structure tactique après avoir effectué des modifications qu'on disait réparatrices. Il est évident que l'adaptation à ce système de la quasi-totalité des équipes européennes et même, petit à petit, des équipes sud-américaines a été le facteur le plus influent dans la régression de la France, voire même du Galatasaray, sa copie en Turquie.

Quant au fait que notre équipe nationale adopte de nos jours une tactique qu'il serait bien difficile de nommer, je préfère ne pas traiter le sujet plus avant...

\* Kemal Belgin

Enseignant à l'université de Marmara

## NONCES...PETITES ANNONCES...PETITES AN-

### RECHERCHE / COLOCATIONS

Étudiant cherche appartement à partager ou louer. 0 532 463 38 40.

### SERVICES

Professeur de musique diplômé et expérimenté donne cours de piano. 0 532 337 18 85

### EMPLOI

Cherche journaliste francophone pour journal français 0 532 463 38 40.

Petite Annonce: Professeur de français expérimentée donne cours de français grammaire, littérature, conversation et biologie à tous niveaux pour étudiants et adultes. 0 533 249 08 43

Dans Cet Espace vous pouvez passer gratuitement votre annonce



Sérénité, beauté, relaxation, soins du visage et du corps...

Un seul endroit : **Glori Day Spa**



Horraire d'ouverture  
en semaine : 9h - 20h  
samedi : 9h - 19h



Adresse : Bagdat Cad. No : 132 Feneryolu - Kadiköy • Tel. 0 216 449 26 11 - 12  
www.gloridayspa.com • btb@gloridayspa.com

**Aujourd'hui  
la Turquie**  
Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

aujourd'hui la turquie  
cherche des journalistes,  
des publicitaires et  
des commerciaux et  
une assistante de direction.

**Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd.**

Kadiköy, Moda Cad. n° 77 • Tél. 0 216 550 22 50 • Fax : 0 216 550 22 51  
aujourdhuilaturquie@bizimavrupa.net • www.aujourdhuilaturquie.com

Restaurant et Hôtel, en Plein cœur  
de la Vieille Ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr  
0212 455 4 455

